

De Minneapolis à Paris, l'ordre capitaliste tue !

La police anti-immigration de Trump tue. Le 7 janvier, Renee Good est assassinée dans sa voiture. Le 24 janvier, Alex Pretti, un infirmier de 37 ans, est également abattu à bout portant. Ces deux meurtres sont la partie visible de l'iceberg : 33 000 arrestations de jeunes et de travailleurs en septembre 2025 seulement, sous prétexte qu'ils n'ont ou n'auraient pas les bons papiers. L'ICE a même été jusqu'à enfermer un enfant de cinq ans. De quoi déclencher une colère bien légitime dans la population.

ICE : trois lettres et une politique de terreur contre les pauvres

L'ICE, agence fédérale de lutte contre l'immigration, a vu ses pouvoirs et ses moyens considérablement élargis par Trump. Pour l'année 2026, son budget est de 30 milliards de dollars, soit plus que le budget militaire d'un pays comme le Canada. Lourdemment armés, cagoulés, circulant souvent dans des véhicules non siglés, les agents de l'ICE entrent dans les usines, les ateliers, mais aussi les écoles ou les hôpitaux pour traquer quiconque est suspecté d'être un « immigré illégal ». Cette police parallèle, elle, ne s'embarrasse pourtant pas de la légalité.

L'objectif de Trump est de terroriser les populations immigrées, et plus largement tous les travailleurs, américains ou non. Briser les oppositions sur son territoire est pour lui un moyen d'en aggraver d'autres : intervention au Venezuela, possiblement en Iran ou en Syrie, ou encore menace sur le Groenland, toujours contre les peuples, au nom du profit et de la concurrence avec la Chine... Pour maintenir sa domination, l'impérialisme a besoin d'avoir les mains libres et une population docile.

S'opposer à la brutalité policière

Les gros bras de l'ICE sont loin d'avoir tétanisé les travailleurs américains. Les États-Unis ne comptent pas que des fans de Trump, les manifestations massives de ces derniers jours nous le rappellent : des centaines de milliers de personnes prennent les rues des grandes villes pour crier « ICE out » ! Vendredi dernier, Minneapolis était paralysée par une grève générale.

Au quotidien, on s'organise dans les quartiers contre les rafles. Pendant qu'on bloque les patrouilles de l'ICE, les travailleurs et travailleuses ciblés par leurs interventions peuvent se réfugier chez eux ou chez leurs voisins, prévenus par les sifflets et cris d'alerte. Voilà de quoi faire face

concrètement à la milice réactionnaire de Trump ! On est bien loin des tiktoks de Mamdani (maire « socialiste » de New York), qui n'est bon qu'à rappeler aux citoyens américains leurs droits, quand plusieurs agents de l'ICE se sont vantés face caméra de n'en avoir « rien à foutre »...

Une résistance qui a de quoi nous inspirer ici !

Dans la nuit du 14 au 15 janvier, El Hacen Diarra, un homme originaire de Mauritanie, est tué en garde à vue dans un commissariat parisien. Moins de 3 ans après le meurtre raciste de Nahel, la police française nous rappelle qu'elle n'a pas besoin d'être l'ICE pour tuer ; nous n'avons, nous non plus, rien à attendre pour nous mobiliser ! D'autant que, si des vidéos montrent clairement des policiers le plaquant au sol alors qu'on l'entend crier « vous m'étranglez », les plateaux TV volent au secours de la police ! La semaine dernière, l'Assemblée débattait même d'un texte visant à « reconnaître une présomption de légitime défense » pour les policiers faisant usage de leur arme. Un vrai permis de tuer qui a pour l'instant été rejeté, malgré le soutien du gouvernement.

Les élections municipales sont également l'occasion d'une surenchère à la démagogie sécuritaire ; à Paris, Rachida Dati veut doubler les effectifs de la police municipale et déployer 8000 caméras de surveillance. A Lille, l'écologiste Stéphane Bailly se revendique être « le vert qui veut du bleu ».

Qu'elle soit vert kaki façon ICE ou bleu marine façon police républicaine, c'est du pareil au même : la force brutale au service des intérêts des riches. Loin de nous protéger, la police protège l'ordre social capitaliste. Et c'est bien tout cet ordre social, nous révolutionnaires, que nous voulons renverser ! Pour ça, nous ne pourrions compter que sur nos propres luttes et mobilisations comme celles que nous connaissons aux États-Unis et en Iran !

COLLECTE

mercredi 28 janvier (soir) ou jeudi 29 janvier (matin)

Ce bulletin est réfléchi, écrit et imprimé **par des travailleurs pour des travailleurs !**

S'il te fait rire, sourire, réfléchir, te met en colère et te donne envie de lever le poing,
si tu as envie de le soutenir, alors **prépare ta monnaie !**

Catastrophe ferroviaire en Espagne : même politique, même conséquences ?

41 morts et plus d'une centaine de blessés suite au déraillement d'un train à grande vitesse qui en a percuté un autre, circulant sur la voie inverse le dimanche 18 janvier en Andalousie. Les causes exactes de l'accident ne sont pas encore connues bien que l'erreur humaine et le sabotage aient déjà été écartés. Ce qui est sûr, c'est que les chemins de fer espagnols et les établissements ferroviaires qui les empruntent, qu'ils soient publics ou privés, sont soumis aux mêmes logiques de rentabilité qu'ici. Le syndicat espagnol Semaf, qui alertait déjà en août de l'usure de la voie en question, appelle les agents à la grève du 9 au 11 février.

La mauvaise direction

Chaque catastrophe ferroviaire, quel que soit le pays dans lequel elle arrive, nous touche. Ça aurait pu être nous, nos proches et on pense aux collègues, aux victimes et à leurs familles. Il faut que ça s'arrête ! Toujours plus vite avec toujours moins de moyens. Les conséquences sont tragiques... et prévisibles !

C'est nous qui réparons, c'est nous qui conduisons, c'est nous qui sécurisons... !

Les cheminots connaissent les problèmes de sécurité, puisque c'est nous qui les gérons tous les jours. Pas assez de travailleurs, cela veut dire moins de réparations, moins de trains qui circulent dans de bonnes conditions et plus de risques d'accidents... pas besoin de tableaux prévisionnels... juste du bon sens !

Chaos-activité

Avec la co-activité, l'organisation du travail, c'est le chaos. Comment faire une bonne peinture quand des débris de ponçage se déposent dessus ? Nos métiers, on les connaît. Alors nous savons direct que ça ne va pas aller. Mais quand la direction voit un mur, elle préfère foncer dedans. Et elle nous demande ensuite de le réparer.

Le robot ou la santé ?

Au ponçage, l'arrivée du robot est-elle une avancée ? Pour les économies de la direction, sans doute. Pour nous, c'est du boulot à faire plus vite. Les épaules et les articulations sont encore plus esquinées. La machine devrait être au service des travailleurs, pas de la rentabilité.

Toujours plus loin

Après la pluie de DE, tombent les sanctions, toujours plus lourdes. Des mises à pied qui vont jusqu'à 12 jours. C'est intolérable dans notre société de priver un salarié de la moitié de son salaire. Nous devons empêcher ces sanctions, collectivement.

Les drogués du profit

La direction va faire des contrôles alcool et drogue dans le TI. Chaque semaine elle désigne une équipe et, dans cette équipe, cinq agents seront testés. Sous couvert de prévention, c'est toujours plus de flicage et de menaces.

A la queue leu leu

Une queue de plusieurs mètres survient régulièrement dans les ateliers. Pour aller à la cantine ? Non c'est juste pour s'identifier sur SecuMoov... Et avec ça il faudrait bosser plus vite ?

Grand coup de balai

Jeudi dernier, c'était la visite au TI de Julien Vincent, directeur du Matériel. A cette occasion, nous avons pu voir quelques chefs enfiler des gants pour faire un peu de ménage. Plutôt qu'un coup de maquillage, un bon débraillage où nous viendrions nombreux dire à ce monsieur ses quatre vérités.

Question pour un Champion

Pourquoi nous interdire de recharger nos trotinettes alors que des lumières dans les bureaux restent allumées toute la nuit ?

Travailler plus pour ne pas gagner assez... c'est NON !

Salaires trop bas, manque d'effectif, cadences infernales : le ras-le-bol des collègues du TI d'Annemasse s'est transformé en grève depuis le 19 janvier. La direction a été obligée d'écouter les travailleurs qui se sont rassemblés en piquets et en assemblées et le bras de fer continue. Puisque les problèmes sont les mêmes partout, prenons le train de la grève en marche !

Les bancs vides nous attaquent

Une commission de députés vient d'approuver un projet de loi du Sénat, visant à interdire aux travailleurs des transports de faire grève sur certaines périodes, et d'allonger les délais de D2I à 72h. Vu que c'est notre meilleure arme, on comprend qu'ils en aient peur.

Les 12 voleurs

Selon le dernier rapport de l'ONG Oxfam (2026), les 12 milliardaires les plus riches du monde possèdent autant que les 50% les plus pauvres de la planète (soit 4,1 milliards de personnes).

Qui nous casse les oreilles ?

La SNCF veut interdire sa classe Optimum (soi-disant meilleure que la 1ère) aux enfants de moins de douze ans. Nous devrions interdire les trains aux riches qui ne pensent qu'à leur petit confort, nous serions bien plus tranquilles.

Qui nous casse les oreilles ?

La SNCF veut interdire sa classe Optimum (soi-disant meilleure que la 1ère) aux enfants de moins de douze ans. Nous devrions interdire les trains aux riches qui ne pensent qu'à leur petit confort, nous serions bien plus tranquilles.

La boule de cristal de la direction

La direction TER organise ses forums sur la concurrence. Officiellement pour « répondre aux interrogations des agents ». En réalité il s'agit d'une vraie campagne patronale pour annoncer des plans de suppression de postes.

Les calculs sont pas bons

Faute de personnel suffisant pour remplacer les absences de dernière minute, la commande appelle de plus en plus souvent les ASCT sur leurs repos pour leur demander de commencer plusieurs heures plus tôt. À côté de cela, la direction remet en place les filtrages en gare, ce qui implique de retirer des ASCT des trains. Cherchez l'erreur.

Caméra cachée

Les caméras piéton sont de nouveau déployées chez les ASCT. L'argument de la direction est que ce gadget permettrait d'arrêter l'escalade lors d'un conflit à bord. Lors de sa phase test, un collègue porteur de cette caméra s'est fait agresser. Preuve que ce dispositif ne protège pas des coups, des crachats ou des insultes. Deux ASCT par train serait bien plus utile pour affirmer une présence humaine plutôt que de barder les contrôleurs d'outils à la Robocop.

Catastrophe ferroviaire en Espagne : même politique, même conséquences ?

41 morts et plus d'une centaine de blessés suite au déraillement d'un train à grande vitesse qui en a percuté un autre, circulant sur la voie inverse le dimanche 18 janvier en Andalousie. Les causes exactes de l'accident ne sont pas encore connues bien que l'erreur humaine et le sabotage aient déjà été écartés. Ce qui est sûr, c'est que les chemins de fer espagnols et les établissements ferroviaires qui les empruntent, qu'ils soient publics ou privés, sont soumis aux mêmes logiques de rentabilité qu'ici. Le syndicat espagnol Semaf, qui alertait déjà en août de l'usure de la voie en question, appelle les agents à la grève du 9 au 11 février.

La mauvaise direction

Chaque catastrophe ferroviaire, quel que soit le pays dans lequel elle arrive, nous touche. On se dit que ça aurait pu être nous, nos proches et on pense aux collègues, aux victimes et à leurs familles. Il faut que ça s'arrête ! Toujours plus vite avec

toujours moins de moyens. Les conséquences sont tragiques... et prévisibles !

C'est nous qui réparons, c'est nous qui conduisons, c'est nous qui sécurisons... !

Les cheminots connaissent les problèmes de sécurité, puisque c'est nous qui les gérons tous les jours. Pas assez de travailleurs, cela veut dire moins de réparations, moins de trains qui circulent dans de bonnes conditions et plus de risques d'accidents... pas besoin de tableaux prévisionnels... juste du bon sens !

Les bancs vides nous attaquent

Une commission de députés vient d'approuver un projet de loi du Sénat, visant à interdire aux travailleurs des transports de faire grève sur certaines périodes, et d'allonger les délais de D2I à 72h. Si la loi n'a pas encore été votée par le parlement, elle révèle l'envie d'attaquer le droit de grève. Vu que c'est notre meilleure arme, on comprend qu'ils en aient peur.

C'est nous qui faisons rouler les services publics !

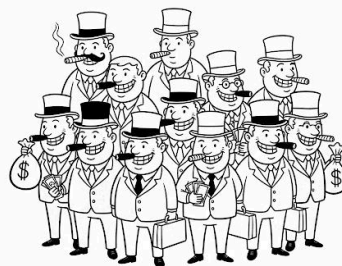
Quand on fait grève, ce n'est pas pour « bloquer la continuité du service public » comme nous en accusent les politiciens, mais justement pour revendiquer et préserver des transports de qualité pour tous ! Une attaque de la part de ceux-là même qui votent la diminution des budgets... ça ne passe pas !

1^{er} mai, un brin de révolte ?

Le 1^{er} mai est la journée internationale de lutte des travailleurs. Les députés tentent de s'y attaquer, pour nous faire bosser ce jour-là. Instaurons la lutte internationale des travailleurs 365 jours par an !

Les 12 voleurs

Selon le dernier rapport de l'ONG Oxfam (2026), les 12 milliardaires les plus riches du monde possèdent autant que les 50% les plus pauvres de la planète (soit 4,1 milliards de personnes).



2 635 milliards \$



2 567 milliards \$